

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

**Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :**
Pour la Suisse, fr. 1.
Les abonnements pris auprès des
bureaux de poste paient une surtaxe
de 20 cent.

**L'émancipation des travailleurs
doit être l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes.**

**Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :**
Allemagne, fr. 5.30. — Amérique,
fr. 8. — Angleterre, fr. 6.50. — Belgi-
que, fr. 5.30. — Espagne, 6.50. — France,
fr. 20. — Hollande, fr. 6.40. — Italie,
fr. 4.50.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 14 DÉCEMBRE 1873.

La presse bourgeoise et la presse socialiste.

Nous commençons par reproduire quelques réflexions de la *Tagwacht*, auxquelles nous nous associons pleinement. Nous sommes heureux lorsque nous trouvons l'occasion de constater, chez des socialistes qu'un malentendu tient éloignés de nous, qu'il y a entre eux et nous des points de contact qui feront peut-être un jour oublier les points de séparation.

« Parmi les ouvriers, dit la *Tagwacht*, il s'en trouve encore beaucoup qui attachent une grande importance à ce que disent les journaux bourgeois, et qui se laissent influencer par leurs attaques contre le socialisme. Ils n'ont pas encore pu se mettre dans la tête cette chose si simple: c'est que la bourgeoisie, qui fait vivre des journaux et qui paie des journalistes, ne le fait pas dans l'intérêt de la vérité et de l'instruction du peuple; mais au contraire dans le but de calomnier et de salir tout ce qui, dans le domaine politique et économique, est opposé à ses privilèges de classe. La bourgeoisie entretient ces journaux et cette armée d'écrivains salariés, parce qu'elle sait très bien qu'une grande partie du peuple accepte sans réflexion et comme parole d'évangile tous les mensonges et toutes les malproprietés qu'elle fait imprimer dans ses organes.

« Tous ceux qui sont déjà depuis un certain temps dans le mouvement ouvrier, savent bien comment les journaux bourgeois, à chaque réclamation des travailleurs, à chaque grève, s'empres- sent de dénaturer les faits et de colporter des mensonges, *en sachant parfaitement que ce sont des mensonges*; comment ces mêmes journaux amoncellent les calomnies et les ordures contre tout homme qui ose se mettre en avant pour dé-

fendre la cause socialiste, en ayant soin de le re- présenter comme un faiseur de dupes qui ne cherche que son propre intérêt, — quand même ces insulteurs à gages connaissent mieux que per- sonne la fausseté de leurs assertions. Et pourquoi fait-on tout cela? Parce que la bourgeoisie sait très bien qu'une grande partie du peuple croit sur parole toutes les infamies, que ses journaux débi- tent, et que, si même la vérité se fait jour ensuite, il reste de la calomnie toujours quelque chose. »

La *Tagwacht* a bien raison, et nous ajouterons, comme conséquence naturelle, que les ouvriers qui lisent avec tant de confiance les journaux bourgeois confectionnés par leurs adversaires tout exprès pour leur empoisonner l'esprit, lisent très peu les journaux socialistes, dont souvent même ils ignorent l'existence. Aussi est-ce un devoir im- périeux pour nos amis de faire tous leurs efforts pour propager la lecture des organes de l'Internationale. Ce n'est pas assez que de s'abonner soi- même au *Bulletin*, et d'y faire abonner le plus grand nombre possible d'ouvriers; il faudrait, lors- qu'on a lu son journal, le faire circuler, de sorte que chaque exemplaire passe au moins entre les mains d'une dizaine de lecteurs. De cette façon, sans augmenter les frais du journal, on étend au décuple le cercle de sa publicité.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la presse socialiste, et sur le rôle émancipateur qu'elle est appelée à jouer.

C'est une erreur de croire que, pour améliorer la condition des travailleurs, il suffise de leur dire de s'associer. Que l'on crée des sociétés de con- sommation qui soustraient l'ouvrier à l'exploitation des petits intermédiaires, et qui lui apprennent le maniement d'une administration, c'est très bien; mais si l'on s'en tient là, on risque, après avoir obtenu quelques petits avantages, de rester sta- tionnaire, de se pétrifier dans une situation sans

issue. Pour que la coopération de consommation soit réellement profitable, il faut que ses membres connaissent ses bons et ses mauvais côtés, les résultats qu'elle peut donner de même que ses limites; qu'ils s'élèvent par conséquent à une vue d'ensemble sur l'organisation sociale actuelle, et qu'ils comprennent la nécessité de l'abolition des grands monopoles, qui pèsent bien plus lourdement sur la consommation que les minces profits du petit détaillant. Or, comment un ouvrier pourra-t-il arriver à cette vue d'ensemble, si ce n'est par le socialisme? C'est le socialisme seul qui peut vivifier la coopération de consommation et l'empêcher de devenir, entre les mains d'habiles charlatans, une nouvelle machine d'abêtissement destinée à donner le change au peuple.

Nous en dirons autant des ateliers coopératifs, qui, sous peine de devenir des entreprises bourgeoises, doivent être animés constamment du souffle socialiste. C'est à cette condition seulement qu'ils porteront des fruits sérieux.

Et les sociétés corporatives de résistance, pensent-elles puissent davantage se passer des principes socialistes? Laissez-les à elles-mêmes, et l'égoïsme, l'étroitesse d'idées et l'ignorance aidant, elles tomberont dans les erreurs les plus funestes à leurs véritables intérêts; elles méconnaîtront la nécessité de la solidarité; elles s'enfermeront dans des préjugés de castes; et en fin de compte, loin d'aboutir à émanciper le prolétariat, elles ne serviront qu'à perpétuer indéfiniment le système du salariat. Pour que les sociétés de résistance soient d'une utilité réelle, il faut qu'elles se mettent à la hauteur de leur mission, et que tout en se donnant pour but immédiat la hausse des salaires et la diminution de la journée de travail, elles aient constamment devant les yeux, comme but final, la propriété collective des instruments de travail. Ce qui signifie, en d'autres termes, qu'il faut que les sociétés de résistance deviennent socialistes.

Or ce résultat, cette diffusion des idées socialistes dans toutes les organisations ouvrières, ne peut être obtenu que par la presse. Jamais, qu'on s'en persuade bien, les organisations ouvrières ne produiront la révolution sociale par la seule force des choses et sans être préalablement sorties de leur ignorance de la question sociale et de leurs préjugés bourgeois; il faut absolument, sous peine de rester toujours dans leur inertie et dans leur impuissance, qu'elles acquièrent l'intelligence des principes socialistes.

C'est à nos petits journaux à remplir cette mission; et toute immense qu'elle soit, la tâche ne nous effraie pas. Que chacun fasse son devoir, que chacun travaille consciencieusement à l'œuvre commune, et le succès couronnera nos efforts, aussi vrai qu'après l'hiver morne et glacé, revient le printemps qui réveille la terre de son sommeil.

J. g.

Selon nos renseignements, les agents marxistes se donnent beaucoup de mouvement en Alsace. Ils cherchent à grouper les ouvriers, non en parti socialiste, mais en parti politique, et politique allemand. Or, s'il est une contrée où l'abstention politique ait une raison d'être, c'est dans cette Alsace odieusement meurtrie par le régime du sabre; l'abstention y signifie: « Il n'y a rien de commun entre nous et nos conquérants. » L'attitude des ouvriers alsaciens lors des dernières élections était la protestation la plus énergique qu'ils pussent faire contre la tyrannie prussienne; c'était l'expression la plus éclatante de leur mépris pour la politique bismarkienne. Eh bien, le croirait-on? les agents du *Volksstaat* trouvent cela mauvais; eux qui, pendant la guerre, avaient pris pour mot d'ordre *Point d'annexion*, — les voilà qui se font maintenant les auxiliaires de Bismarck, et qui veulent, eux aussi, germaniser à toute force les populations alsaciennes.

Ils posent aux ouvriers d'Alsace, comme condition *sine qua non*, l'acceptation du programme politique du parti démocratique-socialiste allemand; et ceux qui refusent d'entrer dans cette organisation nationale, et qui veulent rester internationaux, ils les appellent des *particularistes* (*Sonderbündler*). Les internationaux alsaciens ont à soutenir une lutte continuelle contre ces agents marxistes, et la partie n'est pas égale: car la propagande du *Volksstaat* se fait publiquement, le gouvernement la voit de bon œil, il est enchanté de trouver dans les socialistes d'Eisenach des auxiliaires inattendus; tandis que les internationaux sont persécutés, et ne peuvent avoir recours à la publicité.

Néanmoins, nous écrit un de nos correspondants, le *Volksstaat* aura beau faire, il pourra réussir auprès de quelques ouvriers ignorants de la campagne, et les embrigader comme il a embrigadé une fraction des prolétaires allemands; mais il ne réussira pas auprès des ouvriers des grandes villes, qui comprennent les principes de l'Internationale et qui leur resteront fidèles.

J. g.

Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

L'*Ami du peuple*, organe de la fédération liégeoise de l'Internationale, publie la lettre suivante, qui lui est adressée par un groupe de sous-officiers belges; naturellement on n'a pas imprimé les signatures.

Liège, le 24 novembre 1873.

A la rédaction de l'*Ami du peuple*.

Citoyens,

Nous avons été heureux de voir fonder à Liège un journal socialiste-révolutionnaire qui défendit la cause de l'émancipation des travailleurs. Depuis trois mois que l'*Ami du peuple* paraît, il a fait un bien immense à la classe ouvrière, il répond à l'attente de tous les travailleurs.

C'est un réactif contre les bourdes grossières débitées contre vous par les grands journaux doctrinaires. Nous, un groupe de sous-officiers de l'armée belge, nous avons voulu faire publiquement cette déclaration pour que vous soyez assurés que parmi les militaires il se trouve des hommes convaincus, des hommes qui attendent avec impatience que l'heure de la rénovation sociale sonne bientôt.

Soyez certains, citoyens, que nous applaudissons à vos efforts et à votre courage à défendre la classe prolétarienne, si méprisée aujourd'hui. Si nous ne pouvons assister en personne à vos réunions, soyez persuadés que nos cœurs vous appartiennent et font des vœux pour la réussite.

Beaucoup de journaux disent que si une révolution éclatait, le soldat ferait son devoir, si c'est ainsi que l'on appelle mitrailler ses pères, frères ou amis. Nous leur répondrons, à ces messieurs, que le grand jour arrivé, une grande partie de nous ne tirerons jamais sur le peuple. Nous l'aiderons, au contraire, par la force à conquérir ses droits. Car, nous aussi nous avons foi dans l'avenir; nous aussi nous sommes exploités par une multitude de chefs plus insolents les uns que les autres; nous sommes dégoûtés de servir de mannequins à nos gouvernants; nous sommes dégoûtés de devoir rendre les honneurs à une espèce d'imbécile comme Léopold II, ou bien d'aller aux processions donner une apparence de grandeur aux singeries du catholicisme. Nous en avons assez de ces jeunes officiers musqués, l'ignorance personifiée, espèce de pierrots que l'on ramasse dans des bacs aux ordures; qui sont toute la journée en train de jouer au billard ou de faire des orgies avec des prostituées.

Vienne le jour de la révolution et l'on nous verra agir; nous aussi nous avons dans nos rangs une Internationale, secrète il est vrai. Mais que nos frères poussent le cri de liberté, et nous montrerons ce que nous sommes; nous saurons faire notre devoir, devoir comme nous l'entendons, c'est-à-dire appuyer par la force le mouvement révolutionnaire et de nous faire tuer au premier rang pour la cause sublime de l'émancipation des travailleurs.

Agréez, citoyens, nos salutations cordiales.

Un groupe de sous-officiers.

Italie.

Il Potero, journal socialiste de Palerme, nous apprend qu'une section de l'Internationale s'est constituée à Mazzara del Vallo (Sicile).

—
On écrit de Pise :

« Dimanche 16 novembre. pendant que nous nous trouvions au *Café social*, entrèrent à l'improviste des carabiniers (gendarmes) et des gardiens de la sûreté publique, au nombre de douze à quatorze qui, au nom de la loi, nous ordonnèrent de ne pas bouger, attendu qu'ils allaient faire une perquisition générale. Ils se mirent à l'œuvre en effet, mais ils ne trouvèrent ni armes ni rien qui pût donner prétexte aux agents de la justice bourgeoise à faire aucune arrestation. Depuis longtemps le *Café social* était spécialement surveillé par la police, parce qu'on le savait fréquenté par quelques jeunes gens qui font partie de la fédération de Pise. »

On écrit de Florence au *Risveglio* :

« Le 1^{er} du mois courant avait lieu dans notre ville le changement de domiciles, qui se fait tous les six mois. La cherté des logements, entretenue par l'avidité des propriétaires, bien que depuis le transfert de la capitale à Rome beaucoup de logements soient restés vides, avait empêché une cinquantaine de familles de trouver un abri pour leur mobilier et leurs personnes.

» La municipalité, sollicitée de venir en aide à ces malheureux et de leur procurer provisoirement une résidence quelconque (elle a tant de palais vides dont elle ne sait que faire), répondit qu'elle n'avait pas à faire l'aumône à des canailles qui dissipent tout ce qu'ils gagnent!

» Ces pauvres gens en furent donc réduits à rester sur la rue avec leur mobilier. Vers le soir seulement la municipalité se décida à intervenir; et savez-vous comment? elle les fit tous conduire en prison. »

Nous n'ajoutons pas de commentaires; il n'en est pas besoin. Ce fait peint éloquemment la situation où se trouve le prolétariat italien et les procédés de la bourgeoisie à son égard.

—
Le procureur du roi à Florence a intenté des poursuites aux compagnons internationaux Grassi, Natta, Lovari, Benvenuti, Talchi, Barni et Volpi, signataires d'une protestation de la section de cette ville contre le mouchard Terzaghi, rédacteur du *Proletario*. Le gouvernement va se donner le plaisir de condamner à des peines variées ces compagnons, qui ont arraché le masque à un agent provocateur.

Alsace.

Mulhouse, 5 décembre. (Correspondance particulière du *Bulletin*.) — Les ouvriers d'Alsace verront bientôt qu'il est temps pour eux de sortir de leur inertie et de s'organiser. Il y a deux mois à peu près, la fabrique Grosjean a congédié ses ouvriers, au nombre de plus de 300, et cela parce que Monsieur se retirait des affaires, avec un petit capital évalué à plus de 3 millions; parmi ces ouvriers sans ouvrage se trouvent des hommes âgés de 60 à 70 ans, qui ont travaillé pendant 40 ans dans la même fabrique et qui ont enrichi le patron de leurs sueurs; maintenant on les renvoie en leur donnant quinze jours d'avertissement, et on trouve qu'on a assez fait pour eux.

Le 12 octobre, on a annoncé aux fileurs et tisseurs de la fabrique Lith, à Thann, que la journée commencerait à 5 heures du matin et finirait à 7 heures, c'est-à-dire serait allongée d'une heure, et en même temps on leur diminuait leurs salaires d'un douzième. Les ouvriers firent grève, et ceux de la fabrique Jourdain suivirent l'exemple; mais, malheureusement, pas la moindre organisation; aussi au bout de vingt jours ils étaient obligés de reprendre le travail. Quand on pense que les ouvriers, principalement dans les localités des Vosges, ne gagnent pas assez pour vivre, et cependant ne veulent pas voir que l'organisation est leur seul salut, ne veulent pas comprendre leur véritable intérêt, on pourrait désespérer de l'avenir! Mais non, ne nous laissons pas abattre. J'ai vu à Sainte-Marie-aux-Mines un des meilleurs tisseurs gagner 3 fr. par jour, ayant à nourrir avec cela une femme et 4 enfants; il m'a montré les châteaux des fabricants, en me disant : « Tenez, moi qui travaille, je n'ai pas le nécessaire,

tandis que les fainéants qui m'exploitent sont logés dans ces palais; oh! cela ne peut plus durer!»

Non, cela ne peut plus durer; seulement c'est aux travailleurs d'y remédier. A l'œuvre donc, Alsaciens, organisez-vous, et faites votre devoir.

W. S. J. S.

Espagne.

Bien que Carthagène soit condamnée à succomber dans un temps plus ou moins long, sa résistance énergique pourra causer de sérieux embarras à M. Castelar. Voici les détails que publie à ce sujet un journal ministériel de Madrid, peu suspect de tendresse pour les insurgés :

« Le bombardement de Carthagène continue plus vigoureux que jamais; la ville est détruite en partie, mais les cantonistes n'en sont pas le moins du monde intimidés, attendu que leurs fortifications sont invulnérables. Leurs forts continuent à faire pleuvoir sur les assiégeants une pluie de fer. Le génie infernal du général Ferrer soutient et encourage la résistance, car il a mis au service de la défense ses vastes connaissances et son courage indomptable. C'est lui qui dirige l'artillerie, c'est lui qui en quelques jours a fait des forçats de bons artilleurs; c'est lui qui établit les batteries qui causent tant de ravages.

« Ni Contreras, ni Galvez, ni cet idiot de Barcia ne sont à la hauteur de Ferrer, il s'en faut de beaucoup; sans Ferrer, ni les remparts ni les forts ne seraient aussi bien pourvus d'artillerie, et la défense ne serait point portée à ce degré de ténacité.

« Chaque volée d'artillerie tirée par les cantonistes est saluée par eux du cri de : *Vive la république fédérale sociale intransigente* ! C'est avec ce cri qu'ils accueillent aussi la chute des projectiles ennemis.

« L'escadre gouvernementale continue à se tenir hors de la portée de l'artillerie des forts et se rend trop fréquemment à Alicante pour faire du charbon. Le manque de bâtiments légers rend le blocus tout à fait inutile, attendu que pendant la nuit il entre dans le port un grand nombre de chaloupes chargées de vivres, et tant qu'il en sera ainsi, Carthagène ne se rendra pas. »

Nous lisons dans les journaux bourgeois le télégramme suivant, daté de Madrid, 10 décembre :

« Quatre cents individus, avec le drapeau rouge, ont assailli la municipalité de Vegabolla, dans la province d'Orense, et brûlé tous les papiers.

« Les conseillers ont échappé avec peine. Les carabiniers les poursuivent » (poursuivent les insurgés, probablement).

Comme on le sait, les nouvelles publiées par le gouvernement espagnol ne peuvent être crues qu'après confirmation donnée par d'honnêtes gens. Nous attendons donc les explications des organes de l'Internationale en Espagne.

France.

Bazaine est condamné à mort. Du moment qu'on lui faisait son procès, on ne pouvait pas échapper à ce dénouement. Mais le condamné a recouru en grâce auprès de Mac-Mahon, et, à l'heure où nous écrivons, nous ignorons encore l'accueil fait à ce recours. Ce qu'il y aura de fâcheux, si Bazaine est exécuté, c'est que, d'une part, sa mort va le rendre intéressant, le poser en victime; et que, d'autre part,

les badauds, voyant tuer l'homme de Metz, qui servira de bouc émissaire et paiera pour tous les autres, s'écrieront que maintenant justice est faite, et que la France est vengée des traîtres, des lâches, des intrigants et des ambitieux; et Trochu, Jules Favre, Aurelles de Paladines, Ducrot, Bourbaki, Gambetta, Thiers et *tutti quanti* seront blanchis de tous leurs crimes et se poseront plus que jamais en sauveurs.

2.9

Fédération jurassienne.

Le Cercle d'études sociales de Sonvillier nous envoie la déclaration publique ci-dessous, qu'il a adressée aux journaux du Jura bernois, et qu'il nous prie de reproduire dans le *Bulletin* :

Déclaration publique.

Nous signalons au jugement de l'opinion publique le fait scandaleux suivant : Un jeune homme de notre localité, William Heiss, d'origine badoise, en butte aux tracasseries mesquines et continuelles de ses parents, quitta, il y a quelques jours, la maison paternelle pour se rendre à Genève.

N'ayant pu se procurer du travail dans cette ville, il dut partir de nouveau. Le jour même de son départ, un agent de la police genevoise se présenta chez la personne où avait logé Heiss pendant son séjour à Genève, pour procéder à l'arrestation de ce dernier: cet agent était muni d'un mandat d'arrêt délivré par la police bernoise sur la demande de la mère de Heiss, M^{me} Fluckiger, et contenant l'ordre d'amener Heiss avec les menottes à Berne et de là à Sonvillier.

On se demande quel crime a pu commettre ce jeune homme pour être ainsi dénoncé et réclamé par sa mère à la police comme un voleur ou un assassin ? Le crime impardonnable d'être indépendant de caractère, de souffrir de la haine implacable d'une mère aux entrailles de hyène; et encore la hyène protège-t-elle ses enfants. Son seul désir, disait cette mégère, était de voir son fils conduit par les gendarmes en Prusse pour le faire emprisonner.

Et c'est au sein d'une population républicaine, aux mœurs douces, qu'un fait aussi inique peut se produire avec l'appui des autorités républicaines ! — On se demande si on est revenu aux temps odieux de l'arbitraire personnel, si rien ne protège un jeune homme de 18 ans, justement estimé de ceux qui le connaissent, contre les persécutions d'une mère qui paraît avoir abdiqué tout sentiment humain ?

Nous ne voulons pas, par le silence, rester solidaires d'un acte aussi sauvage; nous le flétrissons publiquement, nous flétrissons des parents indignes de porter le nom de père et de mère, nous protestons contre la complaisance de la police dans cette affaire.

Sonvillier, le 11 décembre 1873.

Au nom du Cercle d'études sociales de Sonvillier.

La Commission,

Adhémar SCHWITZGUÉBEL.

Alcide DUBOIS.

Alfred ANDRIÉ.